

Le budget—M. J. N. Turner

... une grande déception de constater qu'il n'y a aucune mesure pour venir en aide aux agriculteurs en difficulté, et qu'il n'y a aucune proposition de réforme de financement agricole.

[Traduction]

Et les pêcheurs? En novembre, ils ont subi une compression de 40 millions de dollars. Les droits qu'ils doivent verser pour obtenir les rapports météorologiques, pour s'amarrer et pour mouiller ont augmenté. Or, le budget leur impose une compression supplémentaire de 25 millions de dollars. Le pêcheur moyen de la Colombie-Britannique, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Québec ou de Terre-Neuve brûle des milliers de litres de carburant par an. Je n'ai pu obtenir les chiffres exacts, comme j'ai pu le faire dans le cas des agriculteurs, mais par suite de l'augmentation de deux cents des taxes sur le carburant les pêcheurs devront dépenser des centaines de dollars de plus.

● (1620)

Je me penche maintenant sur la question de l'exploitation minière, une industrie importante en Colombie-Britannique, la province que j'ai l'honneur de représenter. On n'en parle même pas dans l'exposé budgétaire, on n'y consacre même pas une ligne, ni dans les documents d'appoint. Où sont donc les modifications qu'on avait promis d'apporter au régime fiscal afin d'encourager la prospection, le traitement et la mise en valeur? Il n'y a pas trace de ces modifications.

Je voudrais maintenant parler d'une autre industrie importante de la Colombie-Britannique, à savoir l'industrie forestière. Où est donc l'aide pour les sociétés forestières en déclin de la Colombie-Britannique? Pourquoi ne prévoit-on aucune aide pour permettre la restructuration du capital de ces sociétés par le biais du transfert de l'assiette fiscale, d'allocations du coût en capital et de crédits d'impôt à l'investissement accordés aux investisseurs? Lorsqu'on lit les lettres que les preneurs fermes envoient au sujet du budget, on s'aperçoit qu'ils disent tous qu'il faut se tenir loin des sociétés forestières de l'Ouest. C'est exactement ce qu'on dit. Où sont donc les crédits accrus promis pour le Service canadien des forêts et les accords régionaux d'exploitation forestière? Qu'a-t-on fait du programme national de stages en foresterie que le gouvernement avait promis durant la campagne électorale?

Il n'y a rien dans le budget au sujet des forêts, des pêches, des mines—et je parlerai du tourisme dans une minute. La province de la Colombie-Britannique perd énormément dans le cadre de ce budget.

Parlons maintenant de VIA Rail. Le gouvernement réduit de 200 millions par an le budget de cette société. Cette restriction frappe les régions éloignées du pays. Le nouveau principe est apparemment le suivant «Servez-vous de ce service ou perdez-le». Cette décision a été prise par un parti qui avait promis de rétablir les lignes de VIA Rail. Il ne respecte pas la promesse qu'il avait faite aux régions défavorisées du pays.

Le gouvernement réduit de 100 millions cette année et de 100 millions l'année prochaine les crédits à l'expansion industrielle régionale. Le secteur privé concentrera ses entreprises dans le centre du Canada. Les régions les plus faibles du pays sont touchées. Le Cap-Breton a été désavantagé par le gouvernement actuel. La ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) a promis ceci:

Mon projet (au Cap-Breton) de fermeture des deux usines d'eau lourde ne sera pas mis à exécution avant d'avoir pu trouver d'autres possibilités d'emploi pour les travailleurs déplacés.

Que font-ils? Il n'y a pas de programme d'emplois au Cap-Breton. Il n'y a pas de programme économique pour les régions moins défavorisées. Tout ce qu'on nous a proposé c'est une sorte de zone franche. C'est une farce. Sans infrastructures, comment l'entreprise privée viendra-t-elle investir au Cap-Breton?

Je voudrais maintenant parler d'une autre région qui a été frappée de plein fouet pour ainsi dire, ici-même dans la vallée de l'Outaouais. Je veux parler des localités de Deep River, Chalk River, Arnprior, Pembroke et Renfrew. On a réduit de 100 millions de dollars les crédits de l'Énergie atomique du Canada. En outre, 70 millions de son surplus gagné lui ont été enlevés et ont été versés dans les caisses de l'État. Comment pourra-t-on affirmer après cela que le gouvernement favorise la recherche au Canada.

J'ai ici en mains, monsieur le Président, une annonce qui a paru le 22 août 1984 dans *The North Renfrew Times* et qui s'intitule: «L'engagement du parti conservateur à l'endroit des laboratoires nucléaires de Chalk River. Élisiez Don Whillans. Il faut que ça change». L'annonce disait ceci:

Chalk River a été le cœur et l'âme de ce programme nucléaire. Non seulement un gouvernement conservateur maintiendra cette entreprise, mais il accordera de nouveaux moyens pour accroître la présence du Canada dans les grands projets de fusion nucléaire réalisés dans d'autres pays, grâce à l'expérience acquise dans les cycles de fusion à base de tritium.

L'avenir de Chalk River dépend étroitement des promesses de notre parti en matière de recherche et de développement. Nous allons coordonner la recherche financée par le gouvernement, renforcer les liens entre le secteur public et le secteur privé et fixer des priorités en étroite consultation avec les gouvernements des provinces qui financent des activités semblables.

Le parti progressiste conservateur promet: La sécurité d'emploi pour vous... et des emplois pour vos enfants.

Que pensez-vous de cela?

Des voix: C'est honteux.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je voudrais vous montrer, monsieur le Président, un exemplaire du numéro de *The North Renfrew Times* du mercredi 29 mai... aujourd'hui même. Voici la manchette: «Le budget accable l'EACL». En première page le journal reproduit l'annonce que je viens de vous lire. Elle est entourée d'un trait noir. Comme je connais le Règlement, monsieur le Président, je vais m'abstenir. Cependant, j'ai voulu vous prouver l'hypocrisie du gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le ministre des Finances a affirmé dans son exposé «La démarche que nous suivons dans le cas du Cap-Breton reflète le principe fondamental du gouvernement.» Je peux vous dire que si j'habitais dans les provinces atlantiques, en Gaspésie, dans le nord de l'Ontario, ou en amont dans la vallée de l'Outaouais ou encore dans certaines parties de l'Ouest, je ne prendrais pas trop au sérieux la promesse du ministre. Le ministre nous a assurés que cette adaptation se ferait d'une façon humanitaire. Voilà ce qu'on dit au condamné à mort qui attend son tour. «Préférez-vous le noeud coulant, la chaise électrique ou l'intraveineuse?». C'est le choix que le gouvernement offre à nos concitoyens.

Et qu'en est-il du tourisme qui est si important pour la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Québec et la région de l'Atlantique? Le plupart de leurs clients viennent des États-Unis. Qu'a-t-on proposé pour relancer cette industrie? On a augmenté le prix de l'essence et des spiritueux. Frank Miller, sur le point de rendre l'âme en tant que premier ministre, a